



Pour nous contacter : [contacts@npa-dr.org](mailto:contacts@npa-dr.org)

Lettre n° 427 du 3 avril 2026

## **De No Kings à l'antifascisme, la lutte contre l'extrême droite, la guerre et le capitalisme, une même lutte, une même politique de classe démocratique et révolutionnaire**

« *No kings, no ICE, no war* », samedi dernier, la troisième journée « No Kings » aux Etats-Unis a rassemblé à travers 3300 événements et manifestations plus de 8 millions de travailleurs, de femmes et de jeunes contre le pouvoir ultra-réactionnaire de Trump, la traque des migrant-es, la guerre terroriste de Trump-Netanyahou contre l'Iran et au Moyen-Orient. Cette mobilisation a dépassé en massivité et en radicalité la précédente, en octobre dernier, exprimant la révolte qu'ont suscitée les exactions violentes de l'ICE dont les assassinats de Renee Good et d'Alex Pretti à Minneapolis, le coup de force de Trump contre le Venezuela et l'étranglement de Cuba et elle a été encouragée par l'exemple de la résistance populaire à Minneapolis et Saint-Paul qui a obtenu le départ de l'ICE. Un mois après le déclenchement de l'opération « *Furie* » guerrière contre l'Iran, ce troisième « No Kings » a été une immense protestation contre la guerre et ses conséquences économiques, inflation, hausse des prix.

Outre la multiplication des lieux de rassemblement jusque dans les petites villes rurales et les Etats traditionnellement aux mains des Républicains, le nombre en hausse des manifestant-es, la multiplicité et l'inventivité des pancartes et des banderoles, la teneur des slogans, témoignent de la naissance au cœur de la citadelle du capitalisme mondial d'un véritable mouvement de masse, où les raisons diverses de la révolte convergent contre la dictature de Trump.

D'autres manifestations ont eu lieu ce même samedi contre le racisme et l'extrême droite à Athènes, Rome, en Australie. A Londres, l'Alliance « Together » a rassemblé 500 000 manifestant-es contre l'extrême droite et l'accélération des expulsions de personnes d'origine immigrée par le gouvernement travailliste de Starmer.

Aux Etats-Unis, le Parti Démocrate, dont les figures réputées les plus radicales comme Bernie Sanders, Alexandria Ocasio-Cortez ou le nouveau maire de New York Mamdani participaient aux meetings ou aux rassemblements du No Kings, espère capitaliser la colère de la population dans les prochaines élections de mi-mandat. Le mouvement qui s'organise et prend conscience de lui-même ne

peut compter sur ces politiciens impuissants face à Trump qui poursuit et accentue la politique de Biden contre les classes populaires, l'augmentation faramineuse des subventions de l'État en faveur des groupes capitalistes et financiers ainsi que des dépenses militaires notamment pour financer la guerre d'Ukraine et la guerre génocidaire d'Israël au détriment des services publics et de la protection sociale.

La classe ouvrière représente la seule force capable de rassembler les colères et les révoltes pour s'attaquer à la dictature des milliardaires, au capitalisme responsables de la guerre comme de la régression sociale, des inégalités et des injustices insupportables et remettre en cause radicalement le système. Pour cela elle a besoin d'un programme de transformation révolutionnaire de la société.

Il en est de même à Londres, Athènes, Rome, Budapest ou Paris. Ce combat est international et internationaliste. Ici, même si la mobilisation n'a pas encore trouvé la force et la conscience nécessaires alors que grandit l'inquiétude de voir accéder au pouvoir l'extrême droite, elle a besoin, pour prévenir la menace, d'une politique de classe indépendante des appareils de la gauche de gouvernement ou syndicale, des calculs électoraux, des ambitions et combines parlementaires, une politique pour combattre l'extrême droite et la tyrannie du Capital, la guerre.

### **Un « front antifasciste » pour s'en remettre à ceux-là même qui ont fait le lit de l'extrême droite ?**

Après le premier tour des dernières élections municipales, Manuel Bompard, alors même que le PS avait annoncé qu'il n'était pas question de faire alliance avec LFI, appelait tous les partis de gauche à constituer un « *front antifasciste* » contre la droite et l'extrême droite. Mélenchon et LFI qui n'entrevoient pas d'autre stratégie que parlementaire, dans le cadre des institutions dont tous les représentants politiques les ont calomniés, ostracisés, maintenant cibles de leurs attaques racistes ou de poursuites judiciaires comme celle contre Rima Hassan accusée « *d'apologie du terrorisme* », nous invitaient ainsi à faire confiance aux forces politiques mêmes qui ont

fait le lit de l'extrême droite, aujourd'hui aux portes du pouvoir.

A l'occasion de la mort récente de Lionel Jospin, rigoureux serviteur de la bourgeoisie dont Mélenchon fut ministre, a été rappelée la déroute du 21 avril 2002, quand Le Pen père était arrivé deuxième avec 16,86 % des voix derrière Chirac (19,88%) au premier tour de l'élection présidentielle, Jospin lui-même étant éliminé avec 16,18 %. Un véritable coup de tonnerre qui avait provoqué d'énormes manifestations des travailleur·es et de la jeunesse entre les deux tours dont le 1<sup>er</sup> Mai et s'était conclu... par une victoire de Chirac avec plus de 82 % des voix au deuxième tour, sans que cela stoppe, bien au contraire, le renforcement de l'influence de l'extrême droite dans les couches populaires. La majorité de la Ligue communiste révolutionnaire s'était alors fourvoyée dans « le vote Chirac » !

Cette déroute du 21 avril était l'aboutissement de la politique de la gauche depuis 1981, l'élection de Mitterrand, qui jalonna l'ascension du Front national alors que jusque-là ses scores électoraux dépassaient à peine, et pas toujours, les 1 %.

Sa démagogie raciste a trouvé son terreau dans l'aggravation de la crise engendrée par l'économie capitaliste depuis les années 70 et les politiques d'austérité mises en œuvre par les gouvernements de droite et de gauche. L'offensive contre les travailleur·es que menaient Reagan aux USA et Thatcher en Grande-Bretagne pour rétablir les taux de profit des groupes capitalistes, c'est l'Union de la Gauche qui les conduisit en France, et de manière assumée à partir de 1983.

La montée du FN s'est nourrie et de la régression sociale et du désarmement du mouvement ouvrier dont les militants, déçus dans leurs illusions mais sans autres perspectives, encore liés aux partis de gauche, étaient incapables d'affirmer leur opposition, autrement dit une indépendance de classe.

A l'issue des deux septennats de Mitterrand et du gouvernement Jospin au début des années 2000, le PS et le PC, celui-ci qui plus est vidé de ses militants suite à sa participation à l'austérité de gauche et à l'effondrement de l'URSS et du mensonge du socialisme réel, se sont complètement intégrés à l'offensive néo-libérale.

Ils ont abandonné leurs oripeaux réformistes pour intégrer le libéralisme bourgeois sans autre horizon que la soumission au capital.

Leur déroute a laissé la place à LFI, créée en 2016, produit du recul général, abandonnant toute référence à la classe ouvrière pour se revendiquer du peuple et de « *La nouvelle France* » attachée à son seul avenir électoral et présidentiel. Elle ne se réclame ni du socialisme ni de la classe ouvrière mais du peuple, un populisme de gauche qui inscrit sa politique dans l'intérêt de la France, une politique nationaliste qui ne remet pas en cause le militarisme, faisant ainsi pendant au populisme de droite et d'extrême droite.

Son front antifasciste de carton-pâte fait suite au Nouveau Front populaire qui a permis le maintien au pouvoir

de Macron et bradé la mobilisation populaire qu'elle avait suscitée, une nouvelle fois trahie, une nouvelle mascarade.

Le front électoral antifasciste prend le relais du front républicain dont les principaux acteurs courent après l'extrême droite ! Illusion d'une élection, il est mort sans même avoir vécu !

## **Macron dépasse les échecs de la droite et de la gauche pour... préparer l'arrivée au pouvoir du populisme d'extrême droite**

Quand Le Pen père laisse la place à sa fille, après l'élection présidentielle de 2007 où il n'avait recueilli que 10,44 %, Sarkozy se vantant d'avoir « *siphonné les voix du FN* » -en menant la même politique raciste et xénophobe que lui-, l'extrême droite connaît une nouvelle progression alimentée par les conséquences de la grande crise de 2008-2009 puis la politique menée par Hollande à partir de 2012 qui poursuit avec zèle le soutien à la finance qu'il avait prétendu combattre pendant la campagne électorale. A la vague des attentats meurtriers orchestrés par des terroristes intégristes islamistes pendant l'année 2015 puis 2016, le gouvernement Hollande répondit par l'état d'urgence, un état d'exception reconduit à plusieurs reprises et dont les mesures ultra-réactionnaires donnant des pouvoirs accrus à la police et restreignant les droits démocratiques furent ensuite inscrites dans la loi. Le pouvoir et une grande partie de la classe politique entonnaient alors une propagande xénophobe et islamophobe faisant l'amalgame entre religion musulmane, islam, et islamisme, sur le terrain de l'extrême droite, campagne raciste qui annonçait la campagne orchestrée par Macron faisant de l'antisionisme un antisémitisme.

Macron qui prétendait dépasser la faillite et de la droite et de la gauche ne fit que continuer, tout aussi soucieux des intérêts de la bourgeoisie, leur politique qui avait fait le lit de l'extrême-droite.

Alors qu'elle avait perdu la présidentielle en 2017, avec 33,90 % des voix, Le Pen recueillit plus de 41 % des votes au deuxième tour de la présidentielle de 2022.

Pour se donner toutes les chances d'arriver au pouvoir, le Front national s'est rebaptisé « Rassemblement national » en 2018, désireux de faire oublier ses origines pétainistes, antisémites, de partisan de l'Algérie française et de l'OAS qui avait été jusqu'à organiser une tentative de coup d'Etat contre De Gaulle. Il voulait ainsi réintégrer le giron national, ladite « dédiablement » qui répondait dans le même temps à l'évolution des partis de droite et du centre qui endossent une politique de plus en plus réactionnaire, militariste et xénophobe, mouvement vers l'union des droites extrêmes en cours...

## **La faillite du capitalisme produit directement le populisme d'extrême droite et menace d'un nouveau fascisme**

Cette évolution sociale et politique est en fait l'expression et la conséquence de l'évolution du capitalisme, des rapports de classes à travers la mondialisation libérale et impérialiste qui a façonné la période à laquelle nous sommes confrontés, celle du capitalisme financiarisé mondialisé.

Après la crise de 2008 dont l'économie mondiale n'est sortie que par une débauche de crédits au capital sauvant le système financier et parce que tirée par l'économie chinoise en pleine croissance, le système capitaliste, en premier lieu dans les puissances occidentales, n'est plus capable d'aucun rebond, étouffé sous le poids des dettes publiques, la prédation des spéculations financières et le parasitisme d'une oligarchie mondiale de milliardaires.

La seule politique possible des gouvernements est la fuite en avant pour favoriser la croissance des profits, indispensable pour éviter le krach financier, par la surexploitation des travailleur-es, la perfusion continue des groupes capitalistes par l'argent public et la destruction des ressources naturelles, l'abandon de toute préoccupation écologique étant dorénavant ouvertement assumé.

L'exacerbation de la concurrence économique, d'autant plus féroce que le taux de profit au mieux stagne et que les vieilles puissances impérialistes sont concurrencées par les nouvelles puissances émergentes, trouve son prolongement dans la guerre.

La guerre par procuration de l'Otan contre la Russie en Ukraine à partir de février 2022, puis la guerre d'Israël contre les peuples de Palestine et du Moyen-Orient à partir d'octobre 2023, elle aussi guerre par procuration pour le compte des USA, marquent un tournant dans la situation internationale. Trump au pouvoir à partir de janvier 25 en affichera sans fard les objectifs, la mainmise des USA en lutte pour la sauvegarde de leur domination mondiale sur les richesses agricoles et minières d'Ukraine, sur les richesses gazières et pétrolières du Moyen-Orient et sur de nouvelles voies commerciales.

Les Etats européens, dont la France, sont engagés d'ores et déjà dans une politique militariste et guerrière pour défendre les intérêts de leurs multinationales et prétendre aux miettes du butin. Les budgets militaires explosent, prenant d'autant sur ceux des services publics et de la protection sociale. Une propagande incessante vante la guerre et ses prétendus mérites alors que celle-ci n'apporte que mort et destructions. Et partout comme aux Etats-Unis dont l'administration présidentielle tisse des liens avec les extrêmes-droites du monde entier, la chasse aux migrant-es est à l'ordre du jour, le racisme assumé, l'ordre policier réclamé contre la contestation sociale, écologiste, et tous les mouvements d'émancipation.

La guerre a toujours été pour le capital le complément de la concurrence commerciale. Aujourd'hui, avec la mondialisation, cette combinaison de la guerre économique et de la guerre militaire est devenue une constante déterminante de l'économie mondiale qui entraîne l'ensemble des nations. Elle a pour corollaire la montée des régimes autoritaires et la menace de nouveaux fascismes pour embrigader une partie des couches populaires

contre les travailleur-es et les mouvements progressistes pour soumettre la société aux exigences de l'oligarchie financière, aux impératifs de la guerre.

## **Face à la menace de dictature populiste, le mouvement ouvrier a besoin d'un programme de transformation révolutionnaire de la société**

C'est bien parce que les classes possédantes des vieilles puissances coloniales et impérialistes ont de moins en moins de moyens d'assurer leur domination et leurs objectifs, comme elles ont pu le faire par la redistribution même minime d'une partie de leurs profits dans le passé qu'elles sont poussées à employer la force, la contrainte, voire demain la dictature.

Une évidence se dégage des dernières manifestations des No Kings aux USA ainsi que des révoltes et révolutions qui ont ébranlé le monde ces dernières années, l'offensive du capital contre les travailleur-es et les peuples nourrit un renouveau des luttes de classe au sein d'un prolétariat plus nombreux et plus fort que jamais. Et la démagogie xénophobe et raciste qui est le fonds de commerce de toutes les extrêmes-droites et que celles-ci utilisent pour dresser une partie des couches populaires contre l'autre peut rapidement trouver ses limites pour peu que le monde du travail, la jeunesse, les femmes s'organisent comme ils le font aux Etats-Unis contre Trump, l'ICE et la guerre.

La question du combat contre l'extrême-droite et les menaces de fascisme est bien une question de rapport de forces entre les classes.

Les travailleur-es, les exploité-es n'ont pas que le nombre pour eux, ils font d'ores et déjà fonctionner collectivement toute l'économie et toute la société. Ils représentent l'intérêt collectif face au parasitisme de la minorité richissime qui possède les moyens de production.

Au fur et à mesure que le capitalisme lui-même, dans sa fuite en avant pour se maintenir, ravage des pays entiers, détruit la nature et saccage les moyens de se nourrir, de se loger, de se soigner, de se déplacer pour produire des armes et des engins de mort, grandissent la conscience qu'il mène l'humanité à la catastrophe, la révolte et les aspirations à une nouvelle organisation sociale fondée sur l'organisation démocratique des producteurs associés, une économie planifiée en fonction des besoins humains et non guidée par les perspectives de profit d'une minorité.

Cette perspective n'est plus une utopie mais elle réclame un programme politique, celui du pouvoir des travailleur-es pour exproprier les multinationales, les banques, créer un seul service bancaire contrôlé par la population pour orienter les investissements vers des productions utiles, pour embaucher massivement, pour fournir aux petits producteurs indépendants, agriculteurs et artisans, un crédit à bon marché qui leur permette de poursuivre leur activité.

Face à la menace des extrêmes droites et du fascisme, c'est un front démocratique et révolutionnaire pour en finir avec le capitalisme, avec la propriété privée des moyens de produire et de distribuer les richesses qui est à l'ordre du jour. C'est en nous regroupant autour de cette perspective, en créant les liens démocratiques, de confiance, dans cet objectif et en y inscrivant tous nos combats et nos luttes dès maintenant que nous pourrons vaincre l'extrême droite.

Il s'agit de prendre notre avenir en main en construisant notre indépendance de classe, bien loin des « fronts répu-

blicains » du passé ou des « fronts antifascistes » d'aujourd'hui, un jeu de dupes qui voudrait nous convaincre que nous pourrions défaire l'extrême-droite en nous associant à nos ennemis qui ont contribué à son ascension et n'oseront pas la combattre.

Face au capitalisme et à la tyrannie qu'il engendre, la démocratie, le progrès, le bien-être, la solidarité entre les peuples seront l'œuvre des classes exploitées.

*Galia Trépère*